

CONVENTION ETAT – COLLECTIVITE DE CORSE – AD PEP 2B
RELATIVE AU FINANCEMENT DES CENTRES D'IMMERSION LINGUISTIQUE DU CISMONTÉ
DANS LE CADRE DU CPER 2015-2020

AVENANT N° 2

Entre :

La collectivité de Corse, dont le siège est sis n° 22, cours Grandval - 20000 AJACCIO, représentée par M. Gilles SIMEONI, président du Conseil Exécutif de Corse,

Et :

Le ministère de l'Éducation nationale, représenté par le Recteur de l'Académie de Corse, Monsieur Philippe LACOMBE,

Ainsi que :

L'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de Haute-Corse (AD PEP 2B) - N° SIRET 317 255 263 00087 - Association loi 1901 -Groupe scolaire François Amadei - rue Sainte Thérèse - 20600 BASTIA, représentée par son président, Monsieur Pascal VIVARELLI,

d'autre part,

- VU** le Code général des Collectivités territoriales, Titre II – Livre IV – IVème partie,
- VU** l'article L. 312-11-1 du Code de l'Éducation,
- VU** l'article 4424.5 du Code général des collectivités territoriales,
- VU** la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école N° 2005-380 du 24 avril 2005, article 20,
- VU** « la stratégie de l'État en Corse » en date du 1^{er} février 2004,
- VU** la délibération N° 15/083 AC de l'Assemblée de Corse en date du 16 avril 2015 approuvant le Plan « Lingua 2020 »,
- VU** la délibération N° 15/253 AC de l'Assemblée de Corse du 29 octobre 2015 portant approbation du contrat de plan État-Collectivité Territoriale de Corse 2015-2020,
- VU** le CPER 2015-2020 pour la Corse signé le 13 novembre 2015,

- VU** la délibération n° 16/053 AC de l'Assemblée de Corse du 11 mars 2016 portant approbation du règlement budgétaire et financier de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** la délibération N° 16/140 AC de l'Assemblée de Corse du 23 juin 2016 approuvant la convention État/CTC d'application du plan de développement de l'enseignement de la langue corse 2016-2021,
- VU** la délibération N° 16/223 AC de l'Assemblée de Corse du 30 septembre 2016 approuvant la convention État/CTC/AD PEP 2B N°16SFE10 relative au financement des centres d'immersion du Cismonte dans le cadre du CPER signée le 28 octobre 2016.
- VU** la délibération N° 17.180 AC de l'Assemblée de Corse du 30 juin 2017, approuvant l'avenant n°1 à la convention État/CTC/AD PEP 2B N°16SFE10 relative au financement des centres d'immersion linguistique du Cismonte dans le cadre du CPER 2015-2020, signé le 22 septembre 2017.
- VU** la délibération N°18/010 AC de l'Assemblée de Corse autorisant le président du Conseil Exécutif de Corse à procéder à l'ouverture et à l'individualisation des autorisations de programme (AP) et autorisations d'engagement (AE) par anticipation au vote du BP 2018.
- VU** l'avis n° du Conseil économique, social et culturel de Corse en date du .
- SUR** Rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,
- APRÈS** Rapport de la Commission du Développement Social et Culturel,
- APRÈS** Rapport de la Commission des Finances et de Planification.

Préambule

L'article 11 de la convention prévoit que les signataires conviennent d'un renouvellement de cette convention par avenant annuel.

Etant préalablement exposé ce qui suit :

En septembre 2016, la Collectivité Territoriale de Corse a signé avec le ministère de l'Éducation nationale et l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de Haute-Corse (AD PEP 2B) une convention relative au financement des centres d'immersion linguistique de Haute-Corse. (Convention 16SFE10 du 28 octobre 2016 approuvée par la Délibération N°16/223 de l'Assemblée de Corse)

Conformément à l'article 11 de ladite convention, il est prévu que sur la durée du Contrat de Plan Etat Région, la possibilité de renouveler la convention par avenant annuel.

En 2017, les trois parties ont opté pour la prolongation de cette convention par un avenant, dit avenant N°1, dont l'échéance est fixée au 28 octobre 2018.

Les trois parties souhaitent prolonger de nouveau cette convention par un avenant N°2 dans les mêmes conditions, pour une durée d'un an à compter de sa date de signature.

Ainsi, il est prévu ce qui suit :

Article 1^{er} : Renouvellement de la convention

La durée de la convention N°16SFE10 relative au financement des centres d'immersion linguistique de Haute-Corse dans le cadre du CPER, dont la validité a été prolongée par un avenant N°1 jusqu'à la date du 28 octobre 2018, est de nouveau prolongée par le présent avenant (Avenant N °2) pour un an à compter de la date de signature de ce dernier.

Article 2 : Conditions financières

Les conditions financières au titre de l'exercice 2018-2019 sont les suivantes :

- La Collectivité de Corse s'engage à soutenir financièrement l'action de l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de Haute-Corse (AD PEP 2B) sur les trois centres d'immersion linguistique de Haute-Corse pour un montant de 268 000 €,
- L'Éducation nationale s'engage à soutenir financièrement cette même action pour un montant de 120 000 €,

Article 3 : Conditions de versement de la contribution financière de la Collectivité de Corse

Le versement de la subvention de 268 000 € au titre de l'exercice 2018-2019 sera effectué en une fois à la signature du présent avenant.

Article 4 : Conditions de détermination de la contribution financière

La contribution financière de la Collectivité de Corse n'est applicable que sous réserve des deux conditions suivantes :

- Le respect par l'Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de Haute-Corse (AD PEP 2B) des obligations mentionnées aux articles 1^{er}, 7, 8, 9, de la convention Etat/CDC/AD PEP2B relative au financement des centres d'immersion de Haute-Corse dans le cadre du CPER 2015-2020 (délibération N°16/223 AC) sans préjudice de l'application de l'article 13 de la convention citée ;
- La vérification par l'administration que le montant de la contribution financière n'excède pas le coût du programme de l'opération.

- Le vote des crédits de paiements correspondants lors du vote du Budget Primitif de la Collectivité Territoriale de Corse pour l'année 2018

Article 5 : Autres dispositions

Les autres dispositions de la convention relative au financement des centres d'immersion linguistique de Haute-Corse dans le cadre du CPER demeurent inchangées.

Aiacciu, le

En triple exemplaire

**LE RECTEUR DE L'ACADEMIE
DE**

DE CORSE,

Philippe LACOMBE

LE PRESIDENT DU CONSEIL

EXECUTIF DE CORSE

Gilles SIMEONI

LE PRESIDENT

**L'AD PEP DE
HAUTE-CORSE**

Pascal VIVARELLI